

Numéro 3 - 28 janvier 2020

**La nécessité urgente d'investir le peuple du pouvoir et
d'une nouvelle direction de l'économie**

Le Sommet de Davos et l'appauvrissement croissant de la population mondiale



Un millier de personnes en marche vers le Forum économique mondial de Davos pour déclarer que la crise climatique est un échec économique mondial et exiger un changement de direction.

(Common Dreams)

- **Réflexions sur l'économie impérialiste et
ses crises et guerres récurrentes**

- K.C. Adams -

**La nécessité urgente d'investir le peuple du pouvoir et
d'une nouvelle direction de l'économie**

Le Sommet de Davos et l'appauvrissement croissant de la population mondiale

Le Forum économique mondial de l'oligarchie financière mondiale se tient à nouveau à Davos, en Suisse. Le sommet de Davos se tient au milieu de l'appauvrissement croissant des peuples du monde et en opposition à la nécessité d'une nouvelle orientation prosociale de l'économie. Le Canada, dont les gouvernements aux niveaux fédéral et provincial représentent des intérêts privés supranationaux contre les intérêts du peuple et de son économie, a de nombreux représentants qui assistent au forum grâce à un financement public.

La couverture médiatique du forum de Davos est toujours un vaste exercice de désinformation avec comme objectif de ne présenter aucune alternative à une économie dont la caractéristique inhérente est la tendance à l'enrichissement des riches et à l'appauvrissement des pauvres. À cet égard, le rapport de 2020 d'Oxfam sur les inégalités mondiales intitulé *Celles qui comptent* indique que les 2 153 milliardaires du monde entier ont plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population de la planète.[1]



Le rapport d'Oxfam, publié le 20 janvier 2020 en vue du sommet de Davos, confirme la tendance mondiale à la concentration de la richesse sociale dans les mains d'un nombre de plus en plus réduit de riches oligarques. Le rapport entretient également la diversion que les représentants des gens les plus riches du monde ont intérêt à une meilleure répartition des richesses en faveur des pauvres, de plus en plus nombreux, dont ils

craignent clairement la révolte. Dans cet esprit, plusieurs milliardaires organisés en un groupe dirigé par les États-Unis, les Millionnaires patriotiques, ont publié une lettre ouverte déclarant que les riches devraient payer plus d'impôt. Selon leur site Web, les oligarques sont « des Américains fortunés, des chefs d'entreprise et des investisseurs unis dans leur inquiétude face à la concentration déstabilisatrice de la richesse et du pouvoir en Amérique ».

Exprimant son accord avec les oligarques sur le fait qu'imposer les riches est une option plus sûre qu'une nouvelle orientation prosociale pour l'économie, Oxfam, écrit : « Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer 117 millions d'emplois dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines. »

Amitabh Behar, directeur général d'Oxfam Inde, qui était à Davos cette année pour représenter la confédération Oxfam, alimente ce message : « L'écart entre les riches et les pauvres ne peut être résolu sans des politiques délibérées de lutte contre les inégalités, et trop peu de gouvernements s'y engagent. » Amitabh Behar ajoute qu'il est urgent que les oligarques agissent pour défendre leurs privilèges et leur pouvoir en disant : « Nos économies brisées tapissent les poches des milliardaires et des grandes entreprises au détriment des hommes et des femmes ordinaires. Pas étonnant que les gens commencent à se demander si les milliardaires devraient même exister. »

Détournant encore l'attention de toute discussion sérieuse sur l'orientation de l'économie mondiale et sur le besoin urgent pour les travailleurs de s'organiser pour s'investir du pouvoir par le renouveau démocratique, Oxfam propose aux oligarques d'utiliser une plus grande exploitation des femmes comme moyen d'empêcher les travailleurs de libérer leur pouvoir collectif pour le changement. Selon Behar, « les femmes et les filles sont parmi celles qui profitent le moins du système économique actuel. Elles passent des milliards d'heures à cuisiner, à nettoyer et à prendre soin des enfants et des personnes âgées. Le travail de soins non rémunéré est le "moteur caché" qui fait bouger les roues de nos économies, entreprises et sociétés. Il est animé par des femmes qui ont souvent peu de temps pour s'instruire, gagner leur vie de façon décente ou avoir leur mot à dire sur la façon dont nos sociétés sont gérées, et qui sont donc piégées au bas de l'économie ».

On lit dans le rapport d'Oxfam : « Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique. Les femmes et les filles consacrent 12,5 milliards d'heures de travail de soins non rémunéré chaque jour, ce qui représente une contribution considérable à l'économie mondiale à hauteur d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur mondial des technologies. »

Après avoir cité d'autres faits indiquant des scénarios catastrophiques qui pourraient perturber la vie de l'oligarchie financière et des systèmes économiques et politiques sur lesquels elle repose, le rapport d'Oxfam conclut : « Les gouvernements accordent des allègements fiscaux massifs aux particuliers et aux entreprises les plus riches et se privent ainsi des recettes qui pourraient aider à décharger les femmes de la responsabilité du travail de soins ainsi qu'à lutter contre la pauvreté et les inégalités. Dans le même temps, les gouvernements sous-financent des services publics et des infrastructures vitales qui pourraient contribuer à réduire la charge de travail des femmes et des filles. Des investissements dans l'eau et l'assainissement, l'électricité, les soins aux enfants et les soins de santé permettraient de faire gagner du temps aux femmes et d'améliorer leur qualité de vie. Par exemple, l'accès à une meilleure source d'eau ferait économiser aux femmes de certaines régions du Zimbabwe jusqu'à quatre heures de travail par jour, soit deux mois par an. »

Pour sauver l'orientation actuelle de l'économie de l'effondrement et d'un changement vers le nouveau, et pour répandre la confusion quant à la cause profonde des inégalités, Amitabh Behar exhorte les oligarques à agir dans leur propre intérêt : « Les gouvernements sont à l'origine de la crise des inégalités et il est de leur devoir d'agir de toute urgence pour y mettre fin. Ils doivent veiller à ce que les entreprises et les particuliers fortunés paient leur juste part d'impôt et augmenter les investissements dans les services publics et les infrastructures. Des lois doivent être adoptées pour rééquilibrer la charge du travail de soins qui incombe de façon disproportionnée aux femmes et aux filles ainsi que pour garantir un salaire décent aux personnes qui veillent sur les enfants et les personnes âgées. Les dirigeantes et dirigeants doivent réaliser que ce travail de soins est tout aussi important que celui des autres secteurs afin de construire des économies centrées sur l'humain qui profitent à toutes et à tous, et pas seulement à quelques personnes privilégiées ».



Au sujet de l'Inde, le pays d'origine d'Amitabh Behar, le rapport indique qu'un pour cent de la population possède plus de richesse que 70 % de la population. Soixante-trois milliardaires ont plus de richesses que le budget annuel du gouvernement indien. Ce que le rapport ne dit pas, c'est que 79 ans d'indépendance du régime colonial britannique brutal ont apporté une misère accrue à la grande majorité de la population parce que l'État garantit qu'une infime minorité contrôle le pouvoir de décision et s'assure qu'aucune contestation n'est organisée contre ses privilèges, quel que soit le parti qui forme le gouvernement et quelles que soient les politiques adoptées.

Depuis l'indépendance, les gouvernements indiens ont adopté le « socialisme » et le « sécularisme » ainsi qu'une « révolution verte » pour éliminer la pauvreté, puis la « libéralisation » et la « privatisation » et maintenant l'« Hindutva » et le « Rashtra hindou ». Toutes ces différentes versions du même pouvoir d'État des riches et des privilégiés ont été conçues pour maintenir le peuple désinformé, désorganisé et privé de pouvoirs.

Dans le monde entier, le diktat de l'oligarchie financière s'exprime par des politiques néolibérales supranationales qui ont pour but d'utiliser les fonds publics pour payer les riches et bâtir des économies de guerre. L'argent des impôts des peuples et l'augmentation des emprunts de l'État auprès de prêteurs privés sont utilisés pour militariser davantage les économies et mener des campagnes de propagande comme le Forum de Davos contre toutes les luttes des travailleurs pour s'organiser pour changer le monde en leur faveur. L'oligarchie financière tient absolument à conserver son contrôle sur les économies de tous les pays, quels que soient les problèmes, la misère et les guerres que cela engendre. Elle refuse toutes les formes économiques autres que celles qui lui permettent d'exproprier une partie de la valeur nouvelle sous forme de profit privé. Pour mesurer la santé et le succès de l'économie, les oligarques n'utilisent pas une mesure objective, mais leur propre vision subjective si les riches s'enrichissent et leurs empires deviennent plus puissants.

Le Forum économique mondial de Davos a pour but d'inventer de nouvelles façons d'exproprier les travailleurs de tous les pays et de les empêcher de s'unir dans leurs propres intérêts contre les riches oligarques. La plupart des gouvernements sont devenus les représentants d'intérêts privés supranationaux contre les peuples et leur économie.[2]

Il y a une alternative ! Un nouveau but et une nouvelle direction de l'économie sous le contrôle des producteurs réels commenceraient à résoudre les problèmes économiques et sociaux d'un pays. Cela exige un renouveau démocratique et investir les travailleurs du pouvoir en utilisant de nouvelles formes et de nouvelles institutions politiques et économiques de leur propre création.

Notes

1. Le nouveau rapport d'Oxfam « Celles qui comptent » est accompagné d'une Note méthodologique qui explique comment Oxfam a calculé les statistiques du rapport et l'ensemble des données :

« Les calculs d'Oxfam sont fondés sur les données les plus complètes et les plus actuelles disponibles. Les données sur la répartition des richesses dans le monde sont tirées du *Global Wealth Databook 2019* du Credit Suisse Research Institute. Les données sur les personnes les plus fortunées de la société proviennent du classement des milliardaires de 2019 de Forbes. La fortune des milliardaires a baissé l'année dernière mais a augmenté depuis.

« Oxfam est membre de la *Fight Inequality Alliance*, une coalition mondiale croissante d'organisations militantes et issues de la société civile. L'Alliance organisera des activités du 18 au 25 janvier dans 30 pays, dont l'Afrique du Sud, l'Inde, le Kenya, le Mexique, l'Ouganda, le Pakistan et le Royaume-Uni afin de promouvoir des solutions aux inégalités et d'exiger des économies qui profitent à toutes et à tous. »

2. Le Forum économique mondial est financé par ses 1 000 entreprises membres, généralement des entreprises mondiales dont le chiffre d'affaires dépasse 5 milliards de dollars (variable selon les secteurs et les régions). Ces entreprises se classent parmi les meilleures de leur secteur et/ou de leur pays et jouent un rôle de premier plan dans l'évolution future de leur secteur et/ou de leur région. Les membres sont classés en fonction de leur niveau d'engagement dans les activités du forum, le montant des cotisations augmente selon la participation aux réunions, aux projets et aux initiatives.

Depuis 2011, une adhésion annuelle coûte 52 000 \$ pour un membre individuel, 263 000 \$ pour un « Industry Partner » et 527 000 \$ pour un « Strategic Partner ». Le droit d'entrée est de 19 000 \$ par personne.

En 2014, le FEM a augmenté les cotisations annuelles de 20 %, portant la cotisation d'un « Strategic Partner » à 628 000 \$. (Abhin Poojary, analyste chez Performics. Convonix)

Réflexions sur l'économie impérialiste et ses crises et guerres récurrentes

- K.C. Adams -



L'objectif de l'économie impérialiste de produire un profit privé maximum pour l'oligarchie financière provoque des crises économiques et des guerres récurrentes. L'objectif est basé sur la propriété et le contrôle privés de parties concurrentes de l'économie. La nature socialisée de l'économie, qui appelle à une coopération, une direction planifiée et un objectif moderne, se rebelle constamment contre le contrôle et l'objectif impérialistes. L'anarchie et la concurrence d'une économie impérialiste divisée en parties concurrentes sous le contrôle de l'oligarchie financière ne permettent pas la coopération et la planification ni l'émergence et l'affirmation d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction prosociale pour l'économie.

La bataille constante de la classe ouvrière et de l'économie socialisée contre le contrôle impérialiste

Il existe un conflit dans le partage de la valeur du produit social entre ceux qui le produisent, la classe ouvrière, et ceux qui le possèdent et le contrôlent, l'oligarchie financière. La classe ouvrière et l'économie socialisée sont en constante rébellion contre l'oligarchie financière sur le partage de la nouvelle valeur produite par les travailleurs. L'économie et la classe ouvrière et leur réclamation à la nouvelle valeur que les travailleurs produisent se heurtent à l'expropriation de la valeur ajoutée par l'oligarchie financière. La classe ouvrière revendique ce qui lui appartient de droit, et l'économie socialisée a besoin de la valeur pour la reproduction élargie et d'une nouvelle direction sans crise.

L'économie impérialiste produit pour la valeur d'échange et non pour la valeur d'usage. Le produit social doit être vendu pour satisfaire l'objectif de l'oligarchie financière, à savoir le profit maximum. Mais qui doit acheter les produits lorsque le pouvoir d'achat de la majorité de la population est



constamment restreint et que la valeur des programmes sociaux et des services publics est généralement obscurcie et non réalisée ? Le but impérialiste du profit maximum amène son contraire, l'appauvrissement maximum. La classe ouvrière et l'économie sont en constante rébellion contre le but et le contrôle de l'oligarchie financière.

Tous les produits ont des prix de production. Les prix du marché des produits de base doivent se rapprocher de leurs prix de production. Les marchandises produites doivent être réalisées (vendues) afin que la valeur qu'elles contiennent puisse satisfaire l'objectif de profit maximum. La nouvelle valeur doit être divisée de manière à satisfaire l'objectif impérialiste. Mais l'objectif limite le pouvoir d'achat des travailleurs qui, au bout du compte, doivent pouvoir réaliser (acheter) la majorité des produits sans interruption. L'objectif ne le permet pas, et même avec des niveaux sans précédent d'emprunt et de dette individuels, les crises économiques finissent par éclater, comme en 2008.[1]

La division de la nouvelle valeur que les travailleurs produisent

Un examen de l'économie impérialiste révèle que les principaux acheteurs de marchandises, les travailleurs, ne reçoivent en échange de la vente de leur capacité de travail à l'oligarchie financière qu'une partie de la nouvelle valeur qu'ils produisent appelée valeur reproduite. Cette valeur reproduite, en tant que partie de la valeur totale de ce qu'ils produisent, est insuffisante pour réaliser la majorité des produits. Comment réaliser la masse des marchandises et leur valeur lorsque les principaux acheteurs ne reçoivent qu'une partie de cette valeur de la vente de leur capacité de travail ?[2]

Ceux qui possèdent et contrôlent l'économie, l'oligarchie financière, exproprient l'autre partie de la nouvelle valeur appelée valeur ajoutée. Ensemble, la valeur reproduite et la valeur ajoutée constituent la nouvelle valeur contenue dans les produits. La relation entre les deux est en constante évolution selon la force organisée du mouvement ouvrier pour défendre ses droits et ses réclamations à ce qui appartient aux travailleurs de droit et pour le renouveau démocratique. Le niveau de développement des forces productives et la situation internationale jouent également un rôle.

L'addition de la nouvelle valeur à la vieille valeur, la valeur reproduite comprise dans les machines et les matériaux qui ont été transférés dans le produit social, donne une approximation du prix de production. La vieille valeur comprend la valeur transférée fixe (la valeur de la partie des machines, bâtiments, véhicules, équipements, outils, etc. qui est consommée dans la production) et la valeur transférée circulante (la valeur des matières consommées telles que le minerai de fer, le cuivre, l'électricité, le carburant, etc.)



Poussés par leur objectif de profit maximal, les oligarques se battent constamment pour réduire la valeur reproduite que la classe ouvrière réclame, ce qui aggrave le problème de la réalisation du produit social. Cette pression constante à la baisse de la valeur totale reproduite réduit sa taille par rapport à la nouvelle valeur et au total des prix de production. La pression à la baisse s'exerce à la fois sur la valeur reproduite individuelle, comme les salaires et les avantages sociaux, et sur la valeur reproduite sociale, comme les programmes sociaux universels gratuits et les services publics, y compris les services de santé et l'éducation publics, les pensions à prestations

déterminées garanties par le gouvernement et l'indemnisation des chômeurs et des travailleurs malades ou blessés, etc.

Cela crée un dilemme. Comment la partie appelée valeur reproduite, que la classe ouvrière revendique, peut-elle acheter la majorité du produit social ? La valeur reproduite globale dans l'économie impérialiste est inférieure à la nouvelle valeur globale et aux prix de production. La valeur reproduite que la classe ouvrière revendique pour la vente de sa capacité de travailler est toujours inférieure aux prix du marché agrégés nécessaires pour réaliser la production agrégée dans l'économie. La portion du produit social que la valeur reproduite peut réaliser est indéterminée et toujours sous pression. C'est un aspect de l'anarchie économique sous l'impérialisme. L'oligarchie financière et la valeur ajoutée qu'elle exproprie doivent combler le manque à gagner s'il faut réaliser tous les produits sociaux, mais cela n'est pas possible pour de nombreuses raisons.

La différence entre la valeur totale reproduite et les prix du marché est l'une des causes des crises récurrentes et de la destruction subséquente des forces productives. Cette contradiction, aggravée par les prêts imprudents, a explosé en une crise économique mondiale majeure en 2008 et tout indique qu'une autre se produira dans un proche avenir.

L'économie impérialiste est incapable de réaliser la production globale de biens et de services. L'oligarchie financière réagit au problème à sa manière inimitable : en essayant d'en tirer profit par des prêts imprudents aux particuliers et aux entreprises. Cela peut retarder quelque peu la crise, mais sur le long terme cela ne fait qu'aggraver la situation et provoquer une destruction généralisée des forces productives.

Pourquoi les crises économiques sont-elles toujours une menace et apparemment impossibles à éviter ?

Le problème se pose tout d'abord parce que la propriété est privée alors que l'économie est socialisée. Les producteurs réels sont privés du contrôle dont ils ont besoin pour placer l'économie moderne de la grande production industrielle sous le contrôle conscient du facteur humain/conscience sociale au profit des humains et de leur société.

Les propriétaires privés exproprient à titre de profit privé autant de la nouvelle valeur que possible. Ils amassent cette richesse sociale et en font ce qu'ils veulent en contradiction avec les besoins de la population et de l'économie socialisée. Le retrait de l'économie de cette valeur ajoutée par les travailleurs prive l'économie de la capacité de réaliser la production, de répondre aux réclamations que les travailleurs sont en droit de faire de la naissance à la mort, d'assurer une reproduction prolongée et ininterrompue et de créer les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes sociaux et autres.

La quantité de valeur qui reste est inférieure à la quantité nécessaire pour réaliser toute la production, et c'est un des facteurs des crises récurrentes et de la destruction des forces productives. Le contrôle de l'oligarchie financière prive également la classe ouvrière de la possibilité de rompre avec l'ancien et d'engager l'économie dans une nouvelle direction, avec pour objectif de produire des biens et des services pour répondre aux besoins et au bien-être du peuple et humaniser l'environnement social et naturel.

La baisse tendancielle du taux de profit

Plusieurs facteurs aggravent la contradiction de l'économie impérialiste qui la conduit à des crises. La première est la tendance à la baisse du taux de profit due principalement à l'amélioration de la technique scientifique et de la productivité. Le taux de profit est déterminé par le rapport entre la quantité de valeur déjà produite nécessaire pour produire le produit social, la vieille valeur, et la nouvelle valeur produite par les travailleurs. Avec les progrès de la productivité, la vieille valeur

transférée des machines et du matériel devient une plus grande partie de la valeur totale du produit social, son prix de production, et plus grande par rapport à la nouvelle valeur.

Plus les machines et le matériel sont utilisés dans la production par rapport au facteur humain, plus le taux de profit est faible. Les oligarques financiers aiment les nouvelles techniques et la productivité s'ils peuvent chasser leurs concurrents et étendre leurs empires privés, mais le taux de profit inférieur les rend fous et les mène à des campagnes antisociales pour réduire les réclamations que fait la classe ouvrière pour réaliser la valeur reproduite, et à d'imprudents stratagèmes de l'État pour payer les riches. Cela mène au parasitisme et à la putréfaction : la recirculation et la resaisie constante d'une valeur déjà réalisée par la vente et l'achat d'actions et d'autres instruments financiers, ce qui mène à la guerre pour l'hégémonie et le contrôle mondiaux et à une économie de guerre en constante expansion.

L'offensive antisociale pour faire baisser la valeur reproduite

Les propriétaires privés de certaines parties de l'économie veulent acheter la capacité de travail de leurs propres travailleurs au prix le plus bas possible. Ils ne s'intéressent pas à aux conséquences que cela a pour l'économie ; ils s'intéressent surtout à la partie de l'économie qu'ils possèdent et contrôlent. Ils ne veulent pas savoir quels dommages ils font à l'économie dans son ensemble. À cela s'ajoutent leurs efforts pour détruire leurs concurrents en manipulant les prix et en inondant le marché de produits sociaux particuliers.

Un problème similaire se pose avec la large offensive antisociale de l'élite dirigeante pour faire baisser la valeur globalement disponible pour la classe ouvrière, ce qui est le cas depuis des décennies. La nouvelle valeur globale disponible pour la classe ouvrière est la somme de la valeur reproduite individuelle et de la valeur reproduite sociale. L'offensive antisociale vise à réduire la valeur de reproduction sociale disponible via les programmes sociaux et les services publics et à la transférer à l'oligarchie financière. Les oligarques ne veulent pas savoir que les programmes sociaux universels gratuits qui garantissent les droits des personnes, y compris les soins de santé publics et l'éducation publique, les pensions à prestations déterminées garanties par l'État et les services publics gratuits tels que les transports en commun, les parcs, les loisirs et les programmes pour les jeunes apportent un élément de stabilité à l'économie et sont un antidote aux crises économiques puisque non soumis à l'anarchie du marché. Ces programmes publics, qui répondent à une nécessité, anticipent un autre type de contrôle et de finalité de l'économie socialisée où les véritables producteurs planifient la production en fonction des besoins de la population.



L'oligarchie financière tient à conserver son contrôle sur l'économie, quels que soient les problèmes que cela crée. Elle refuse toute forme économique qui ne lui permette pas d'exproprier une partie de la nouvelle valeur en tant que profit privé. Les oligarques évaluent la santé et le succès de l'économie non pas par une mesure objective mais à partir de leur propre perspective subjective, à savoir la mesure dans laquelle les riches deviennent plus riches et leurs empires plus puissants.

Les secteurs improductifs et le retrait de valeur de l'économie

L'oligarchie financière retire une partie de la nouvelle valeur à l'économie, la laissant affamée,

faible et sujette à la crise. D'énormes quantités de valeur retirées de l'économie vont nourrir les secteurs improductifs tels que l'armée et la police. Une grande partie de cette valeur provient de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt foncier et des frais d'utilisation de toutes sortes, lesquels privent encore la classe ouvrière de la valeur reproduite dont elle a besoin pour réaliser la majorité des biens et services qu'elle produit, et enlève à la société la nouvelle valeur dont elle a besoin pour résoudre ses problèmes.

Le problème sous l'impérialisme de réaliser le produit social en tant que valeur d'échange plutôt que d'organiser sa distribution directe en tant que valeur d'usage en fonction des besoins des personnes et de la société nécessite un vaste secteur de vente au détail et de gros et de la publicité pour vendre des produits sur le marché. Ces secteurs sont nécessaires pour transformer la valeur d'usage du produit social en tant que tel en valeur d'échange représentée comme de l'argent avant de se réformer en valeur d'usage.

Le processus semble tout à fait nécessaire en apparence et pour les oligarques il joue un rôle positif et laisse au peuple un élément de choix. Derrière l'idéologie centrée sur elle-même de l'oligarchie financière se cache le fait que le processus est improductif et qu'il n'est possible que par le transfert de la valeur produite dans les industries productives. Les secteurs de détail et de gros ne produisent généralement pas de valeur et ont besoin d'un transfert de nouvelle valeur des secteurs productifs pour fonctionner. Les secteurs de la vente au détail et de la vente en gros drainent une nouvelle valeur des industries productives, dont une partie seulement est destinée à ceux qui vendent leur travail dans le secteur de la vente au détail. Contrairement aux apparences et à son objectif déclaré, l'existence d'un vaste secteur de la vente au détail et de la publicité accroît la difficulté de réaliser et de distribuer un produit social car il y a moins de valeur disponible pour le faire ; elle réduit également la quantité de valeur dont disposent les personnes et la société pour résoudre leurs problèmes et constitue un autre facteur de la destruction constante des forces productives et des crises économiques récurrentes.

L'exportation de richesse sociale

L'exportation de la richesse sociale hors de l'économie est une caractéristique importante de l'impérialisme. La richesse sociale sous le contrôle de l'oligarchie financière est investie dans la recherche du meilleur rendement, n'importe où dans le monde. La reproduction élargie et la stabilité de l'économie dans laquelle les travailleurs produisent la valeur ne sont pas les buts des oligarques qui contrôlent la richesse sociale. L'élite dirigeante qui contrôle les entreprises nationales et étrangères exproprie la valeur ajoutée et l'utilise pour ses intérêts privés et bâtir ses empires. Elle a même pris le contrôle de la richesse sociale économisée de la classe ouvrière dans les fonds de pension, les fonds mutuels et autres et les manipule comme s'ils n'existaient que pour servir leurs intérêts privés étroits.



Le retrait de valeur de l'économie peut être particulièrement préjudiciable dans les régions où l'économie dépend d'une industrie particulière. La valeur produite par les travailleurs n'est pas utilisée pour diversifier et stabiliser l'économie locale et régionale, ce qui la rend particulièrement vulnérable aux crises dans une industrie spécifique comme la production pétrolière et minérale, la foresterie, la fabrication et même l'agriculture et les pêches.

Le retrait de la valeur de l'économie s'accroît avec l'utilisation de techniques scientifiques récemment développées. Les sociétés de logiciels, principalement situées aux États-Unis, comme Uber et Lyft, utilisent des applications pour employer des travailleurs n'importe où dans le monde

dans un nombre croissant de domaines ou pour faire du trafic et sous-traiter à d'autres acheteurs leur capacité de travailler. L'argent en paiement de services ou pour un travailleur victime de la traite circule d'une région particulière à San Francisco, par exemple, où se trouve la société de logiciels. Seule une partie revient sous forme de valeur reproduite à l'endroit où le travail a été effectué en contrepartie de la capacité de travail des travailleurs. Dans certains cas, ce montant ne va pas au travailleur concerné, mais à une entreprise de traite ou de sous-traitance, tandis que certains montants peuvent servir à payer la valeur transférée fixe et circulante utilisée pendant le travail, comme les véhicules et le carburant.

Cette pratique draine directement la valeur des pays et des régions et la concentre entre les mains de quelques-uns aux États-Unis ou partout où ces entreprises sont centrées. L'existence de ces pratiques d'application logicielle et d'autres, telles que les sociétés de sous-traitance qui trafiquent même des travailleurs vers des entreprises publiques, foule aux pieds les droits des travailleurs, exacerbe les crises économiques et révèle l'absence d'une autorité publique qui s'attaque à ces problèmes avec sérieux et dans l'intérêt des citoyens. Cela reflète la réalité que les gouvernements sont devenus des représentants d'intérêts privés supranationaux en opposition au peuple et à son économie.

Le phénomène du retrait de valeur de l'économie a atteint des proportions sans précédent pour diverses raisons, notamment à cause du parasitisme et de la décadence de l'oligarchie financière et de ses manœuvres constantes pour extraire de l'argent de chaque cellule de l'économie. La contradiction de l'économie impérialiste conduisant à des crises économiques récurrentes est aggravée par la tendance à la concentration de la richesse sociale dans les mains d'un groupe toujours plus restreint de l'oligarchie financière et à l'appauvrissement inverse et l'insécurité croissante d'un plus grand nombre de travailleurs.

La nécessité d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction pour l'économie pour servir le bien-être et les besoins du peuple et de la société

Un nouvel objectif et une nouvelle direction pour l'économie sous le contrôle des producteurs véritables seraient un premier pas pour résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays. Cela nécessite un renouveau démocratique et que les travailleurs se donnent un pouvoir par de nouvelles formes politiques et économiques et des institutions de leur propre création.

L'objectif immédiat est de lutter contre l'offensive antisociale, la pression à la baisse sur la valeur reproduite et les atteintes aux droits des travailleurs. La classe ouvrière exige une augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services publics, que les gouvernements arrêtent de payer les riches, un renversement des privatisations et un moratoire sur le service de toute la dette publique de l'État.

L'autorité publique doit créer des services publics universels et gratuits en santé et en éducation, des systèmes de transport en commun et d'autres services et entreprises de propriété publique. Les travailleurs eux-mêmes dans leurs secteurs publics doivent contrôler la propriété publique dans tous les aspects de leurs opérations, depuis la construction, la fourniture de machines et de matériel jusqu'aux produits pharmaceutiques, à l'entretien et à la gestion. Les travailleurs eux-mêmes doivent assurer la réalisation de la valeur qu'ils produisent avec une valeur en échange provenant des autres secteurs et entreprises de l'économie qui consomment leur produit social, en particulier l'augmentation de la valeur des travailleurs instruits et en bonne santé. Les travailleurs eux-mêmes doivent décider quels nouveaux investissements sont nécessaires pour satisfaire les besoins du peuple avec le produit social qu'ils produisent en consultation avec les autres. Des entreprises publiques doivent être créées pour construire et entretenir toutes les infrastructures nécessaires dans le but d'utiliser des machines et du matériel produits au pays.

L'autorité publique doit imposer un moratoire sur le service de la dette publique à tous les niveaux et enquêter sur la légitimité de tout paiement d'intérêts. Tout nouvel emprunt public auprès de prêteurs privés serait interdit. L'État à tous les niveaux emprunterait à lui-même en utilisant comme garant la production future et la richesse sociale.

Tous les paiements de l'État aux riches et à leurs entreprises privées doivent cesser. Toutes les entreprises privées doivent subvenir à leurs propres besoins et respecter leurs obligations de réaliser toute la valeur qu'elles consomment, y compris les infrastructures publiques et la valeur sociale reproduite de leurs employés. Toute entreprise privée centrale à l'économie en difficulté financière doit être saisie sans compensation et transformée en une entreprise publique qui remplit toutes ses obligations envers ses travailleurs. Toutes les autres entreprises en faillite doivent, bien entendu, utiliser d'abord les actifs dont elles disposent pour s'acquitter de leurs obligations envers leurs travailleurs.



Aucune entreprise privée ne devrait être autorisée à retirer des richesses sociales du pays sous quelque forme que ce soit. Tous les paiements pour les biens et services vendus au pays doivent être effectués au pays et rester au pays. Tous les biens et services vendus sur Internet doivent d'abord être situés au pays, par le biais du commerce international, avant d'être vendus à des particuliers ou à des entreprises. Le secteur du commerce de gros doit progressivement passer sous le contrôle d'une entité publique où les prix peuvent être vérifiés objectivement en fonction du prix de production. Le commerce international doit également relever d'une autorité publique pour faire pratiquer un commerce international fondé sur les principes de l'avantage et du développement mutuels et de relations amicales entre les peuples du monde.

Toutes les opérations militaires étrangères doivent cesser et les troupes et les équipements doivent être rapatriés et être organisés pour la défense contre les attaques impérialistes. Aucune autorité publique ne devrait être autorisée à passer des contrats avec une entreprise privée de sécurité, de police ou militaire. Tous les équipements militaires et policiers doivent être fabriqués au pays par le biais d'entreprises publiques.

Toutes les attaques de l'État contre la classe ouvrière et ses efforts pour s'organiser et défendre ses intérêts doivent cesser.

Notes

1. Un facteur atténuant des crises économiques au Canada est l'arrivée de plus de 300 000 nouveaux immigrants chaque année qui, pour la plupart, sont au meilleur de leur vie active et souvent déjà hautement qualifiés. Certains apportent aussi une richesse sociale accumulée. Ils ont immédiatement besoin d'endroits pour vivre et d'autres produits sociaux déjà produits, ce qui signifie qu'ils doivent acheter les produits sociaux disponibles. En s'intégrant à la classe ouvrière, ils commencent à produire de la valeur et à revendiquer une valeur reproduite en échange de leur capacité de travail. L'augmentation continue du nombre de travailleurs en âge de travailler grâce à l'immigration, que l'économie canadienne n'a dans la plupart des cas pas eu à entretenir et à éduquer depuis sa naissance, semble modérer quelque peu la tendance à de vastes crises économiques générales au cours de cette période, en particulier dans les plus grands centres comme Toronto, Montréal et les Basses Terres du Fraser de la Colombie-Britannique. Ce phénomène doit être étudié davantage.

2. Le commerce international n'aide pas à cet égard, car le Canada a constamment eu une balance commerciale annuelle négative depuis 2009. Cela signifie que la valeur du produit social importé au pays est supérieure à la valeur du produit social quittant le pays par l'exportation.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca